

Les nationalistes flamands relancent le projet de scission de la Belgique

En vue des élections de 2019, le chef de la NVA, Bart De Wever, a de nouveau évoqué l'idée d'une confédération contestée par les francophones

BRUXELLES · correspondant

C'est la première fois qu'il l'indique aussi clairement; le nationaliste flamand Bart De Wever, président de l'Alliance néoflamande (NVA) et maire d'Anvers, n'exclut pas de devenir premier ministre en Belgique afin de réaliser son but ultime, la séparation de la Flandre et de la Wallonie. M. De Wever a détaillé son ambition, vendredi 4 mai, à la chaîne publique VRT.

Dressant un bilan en demi-teinte de l'actuelle coalition fédérale, qui associe son parti à deux autres formations flamandes et au Mouvement réformateur (MR, libéral) du premier ministre francophone, Charles Michel, le dirigeant nationaliste a fustigé le manque d'« *allant* » du gouvernement. Il déplore que celui-ci n'ait pas atteint tous ses objectifs. Dans son viseur, le retour à l'équilibre budgétaire, promis pour 2019. C'était une promesse explicite de la NVA, mais le déficit devrait stagner à 0,7 % du produit intérieur en 2019.

Selon M. De Wever, c'est la perspective des prochaines échéances électorales (municipales en octobre, législatives au printemps 2019) qui explique la relative paralysie du gouvernement de M. Michel, qui peine à résoudre d'autres dossiers : la réforme des retraites, la dépenalisation complète de l'avortement ou l'introduction d'un permis à points. Le premier ministre préfère, lui, insister sur les résultats engrangés : la création d'emplois, une timide réforme fiscale ou le rétablissement de la balance commerciale.

Ne pas effrayer l'opinion

Le président de la NVA songerait-il dès lors à conduire lui-même le prochain gouvernement ? Interrogé par un journaliste, il a répondu : « *Je ne peux rien exclure. Si nous sommes confrontés à une montée de la gauche en Wallonie, je pense que nous devrions le plus vite possible conduire le basculement vers le "confédéralisme"*. » Un terme préféré à celui

de séparatisme par le courant nationaliste flamand afin de ne pas effrayer l'opinion.

L'instauration d'une « confédération belge », à savoir une association d'États indépendants agissant selon la règle de l'unanimité, supposerait l'accord des deux autres régions – la Wallonie et Bruxelles-Capitale – qui s'y refusent. Le confédéralisme envisagé par le parti de M. De Wever n'a pas de base juridique et signifie, en fait, un ultime transfert massif de compétences de l'État fédéral vers les régions et les communautés, laissant à celui-ci un pouvoir minimal, voire nul.

Le gouvernement peine à résoudre les dossiers des retraites et de la dépenalisation complète de l'avortement

La cible principale de la NVA restant le système de sécurité sociale, trop coûteux pour la Flandre et trop favorable à la Wallonie, selon elle.

« *S'il est nécessaire que je prenne le leadership pour mener ce processus, on peut sans problème me retirer temporairement de l'hôtel de ville [d'Anvers] pour ce faire, a poursuivi le maire de la première ville flamande. Mais cela n'est qu'une hypothèse (...). Je peux avoir une influence sur ce qui sortira des urnes en 2019 au nord, pas au sud.* »

Se plaçant dans la perspective des futurs scrutins, qui pourraient être une nouvelle fois déterminants pour l'avenir du royaume, M. De Wever agite la perspective d'un éloignement plus grand encore entre la Flandre et la Wallonie. La première restera sans doute largement dominée par son parti nationaliste et conservateur, qui semble engranger les fruits de sa participation au pouvoir, la seconde, pro-

phétise-t-il, pourrait être dirigée par une majorité clairement an-

crée à gauche, avec le Parti socialiste (PS), les Verts d'Ecolo et la gauche radicale (le Parti du travail, PTB).

Ce dernier point est toutefois une pure hypothèse : le PTB est très hésitant quant à son éventuelle participation au pouvoir et il n'est pas exclu qu'au nom de la « raison d'État », le PS scelle un pacte régional avec son éternel rival, le MR de M. Michel.

Indirectement visé par M. De Wever pour son manque de performance, à la tête de l'équipe fédérale, celui-ci a choisi l'humour pour répondre. « *Si Bart De Wever est prêt à abandonner Anvers, qu'il est tombé à ce point amoureux de la Belgique et qu'il est prêt à avoir cette ambition, c'est plutôt amusant* », a commenté, samedi 5 mai, le premier ministre. M. Michel tente, depuis quatre ans, de démentir l'idée qu'il ne serait qu'un otage des nationalistes et fait le pari du dialogue constant avec eux pour assurer la survie du royaume. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

LE CONTEXTE

LÉGISLATIVES

2019

De nouvelles élections législatives doivent être organisées en 2019 en Belgique. Depuis 2014, le pays est dirigé par une coalition dite « suédoise », qui regroupe les libéraux francophones du Mouvement réformateur et trois partis flamands.

Charles Michel

Si le gouvernement est dirigé par un francophone, Charles Michel (MR), les nationalistes flamands de la NVA constituent le parti le plus puissant, avec cinq portefeuilles. Le dirigeant de la NVA, Bart De Wever, a toutefois choisi jusqu'ici de rester en dehors du gouvernement.